



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

118 du 11 décembre 2019

« Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur » Tous ensemble, construisons la grève générale

Si la journée de grève et de manifestations de mardi a été moins massive que le 5, le mouvement de grève, bien qu'inégal, garde toute sa force. Les 400 000 ou 800 000 manifestants portent une dynamique bien vivante d'autant que bon nombre de salariés ont préféré attendre les déclarations d'aujourd'hui de Philippe, même si bien peu se faisaient, à juste titre, la moindre illusion. Une large fraction du monde du travail est mobilisée, combative, déterminée, à l'image des travailleurs de la RATP et de la SNCF, des enseignants ou des travailleurs des Raffineries. La jeunesse des facs et des lycées rentre aussi dans la lutte. Et signe que le mécontentement contre la politique de ce gouvernement s'étend à toute la population, les Internes des hôpitaux publics viennent de se déclarer en grève illimitée...

Loin de reculer, le mouvement discute des suites, convainc les hésitants, prend la mesure des rapports de forces, s'organise, tisse des liens, se construit.

Mardi soir, l'intersyndicale a appelé à des actions locales ce jeudi et le week-end et à une journée nationale de grève et de manifestations mardi prochain. Leur politique combine les appels à la généralisation de Martinez avec une volonté d'encadrer, d'accompagner le mouvement mais sans lui donner de perspectives réelles pour mener l'affrontement engagé avec Macron et son monde, sans tout faire pour encourager une dynamique de la grève reconductible. C'est bien la généralisation de la grève, son extension que l'intervention provocante du Premier ministre met à l'ordre du jour.

L'extension, l'approfondissement de la grève est à l'ordre du jour

Sans surprise, lui-même l'avait annoncé, les déclarations du Premier ministre ne laissent aucun doute sur les intentions du pouvoir, imposer sa réforme et jouer la montre en espérant désarmer la colère et gagner l'affrontement avec le monde du travail. Rien de « magique » c'est sûr, loin de désarmer la colère, sa triste prestation l'accroît. Même la CFDT se sent bafouée ! Seul le Medef se félicite.

Depuis des mois, le gouvernement nous ballade en restant dans le flou. Les organisations syndicales se sont prêtées à

ce jeu pervers du dialogue social. Maintenant les choses sont claires. Travailler plus longtemps pour des pensions moindres avec des compensations à la marge pour tenter de faire avaler la pilule, rien pour les régimes spéciaux si ce n'est qu'ils doivent disparaître sauf pour la police et l'armée ainsi que les pompiers, une promesse de revalorisation dérisoire des salaires des enseignants à partir de... 2021, un enrobage au goût amer. Il ne suffira pas d'inviter les directions syndicales à cogérer le futur système, en particulier pour fixer la valeur du point sous le contrôle du parlement, pour calmer la colère de la grande masse des travailleurs.

Comble d'ironie, la pièce maîtresse de ce jeu de dupe du dialogue social, le haut-commissaire aux Retraites Delevoye, avait « oublié » ses relations très proches avec les patrons de l'assurance et des mutuelles ! Comme les uns et les autres ont oublié qu'en avril dernier le gouvernement accordait une fiscalité avantageuse pour ceux qui placent leur argent dans des fonds de pension à la française, Perco et autres Perp, dans le même temps qu'il tend une oreille complaisante aux conseils des financiers -par exemple au premier gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock- qui ont des vues sur l'épargne française...

Macron jure ses grands dieux vouloir sauver les retraites par répartition, un mensonge de plus ! En fait il travaille à aider à la mise en place en parallèle d'un système par capitalisation, au profit des financiers, pour ceux qui pourront se payer des retraites complémentaires.

Les déclarations de Philippe l'ont confirmé s'il en était besoin, leur réforme est une attaque contre tous les salariés, c'est tous ensemble qu'il faut en imposer le retrait. C'est possible tellement ce gouvernement est isolé.

L'enjeu de la grève, inverser le rapport de force

Contrairement à ce qu'a osé dire Philippe qui a prétendu qu'il ne voulait pas d'une politique d'affrontement, de conflit, sa politique vise à nous imposer un nouveau recul. Ils ont bien compris qu'un an après le mouvement des Gilets jaunes, c'est bien une contestation globale de leur monde qui se met en route. Les inégalités, les injustices,

la dégradation des services publics, les besoins de toute la population sacrifiés à l'avidité et l'égoïsme social d'une minorité capitaliste, sont insupportables.

Alors que l'économie mondiale est étouffée par la dette, qu'une crise financière menace un capitalisme au bord de la faillite, que la contestation se mondialise, ils craignent la révolte du monde du travail. Les enjeux de la bataille des retraites vont au-delà des retraites elles-mêmes. Se joue un rapport de force décisif pour l'avenir. Plus que le rapport de force entre syndicats et gouvernement, c'est le rapport de force entre les classes qui se négocie par la grève et dans la rue, le rapport de force entre le capital et le travail.

La question des retraites n'est pas une question technique ou de déficit, elle est une question de rapport de force pour décider de la répartition des richesses créées et produites par les travailleurs.

Il y a d'un côté ceux qui osent nous faire la leçon sur l'égalité et la solidarité alors qu'ils servent la minorité de milliardaires et de privilégiés qui tiennent les rênes de

l'économie, de l'autre la population laborieuse qu'ils exploitent.

C'est à elle de prendre la grève en main. Personne ne peut se substituer au travailleurs eux-mêmes. Les AG, les interpros, les équipes militantes ont à faire vivre la démocratie au cœur de la lutte. Le mouvement a besoin de se doter d'une direction démocratique, élue par les AGs, à mettre en place des comités de grève ou de mobilisation pour décider, organiser la construction de la grève générale.

Dans les jours qui viennent, une vaste campagne politique va se déployer pour discuter avec les travailleurs, la population, des enjeux de la lutte tant sur les retraites que pour notre avenir commun. La lutte est tout sauf corporatiste, elle est celle de l'ensemble du monde du travail pour faire respecter ses retraites, sa dignité et ses droits. Cette campagne est l'affaire de toutes et tous, elle vise à donner confiance face aux atermoiements syndicaux, à renforcer, élargir la grève pour que le 17 décembre soit une journée de grève générale du public comme du privé, reconductible jusqu'au retrait.
